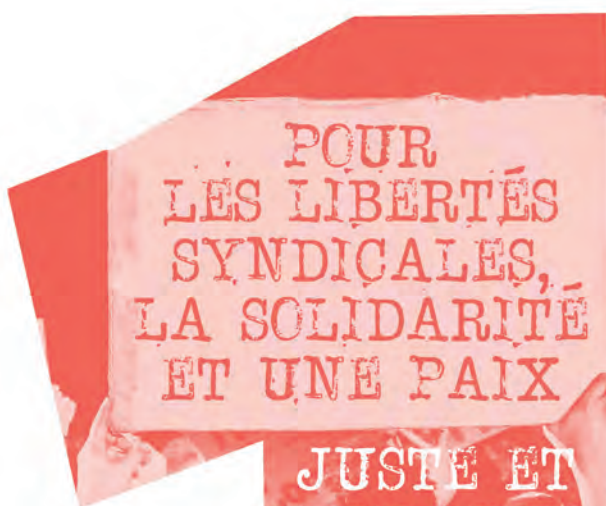


er



JUSTE ET
DURABLE

GARD

ALÈS : 10h30 Mairie

BAGNOLS s/ CÈZE : 10h30 Monument aux morts

BEUCAIRE : 10h30 Mairie

Le VIGAN : 10h30 Mairie

NÎMES : 10h30 Maison Carrée

VAUVERT : 10h00 UL CGT

HÉRAULT

AGDE-PÉZENAS : 10h00 parking de la Calade à Agde

BÉDARIEUX : 10h30 maison des syndicats

BÉZIERS : 11h00 bourse du travail

GANGES : 10h30 à la mairie du Vigan

LODÈVE-CLERMONT : 10h00 sous-préfecture de Lodève

LUNEL : 10h30 place de la République

MONTPELLIER : 10h30 place Albert 1^{er}

SÈTE : 10h30 place de la Mairie

**pour les droits des travailleuses
et des travailleurs**

mai 

COMMUNIQUÉ

Montpellier le 29 avril 2024

Le 1er mai, nous exigeons de mieux vivre !

Contre la rapacité patronale et la violence gouvernementale

L'inflation a été amplifiée par la spéculation sur les produits énergétiques et les denrées alimentaires : la plupart des entreprises en ont profité pour augmenter leurs prix sans augmenter les salaires. Résultat, le niveau de vie se dégrade et il est de plus en plus difficile de boucler les fins de mois. Le Gouvernement répond à cette situation en permettant aux employeurs d'accroître l'exploitation des salariés : nouvelle réduction des droits à l'assurance chômage, projet de baisse des droits collectifs à l'automne, coupes budgétaires massives dans les services publics, passage en force sur les accords de libre-échange, etc.

L'environnement est lui aussi sacrifié puisque les normes de protection de la santé et de la nature sont attaquées comme les normes sociales.

Cette politique n'est pas un échec, c'est un choix. Pendant que la majorité de la population voit sa situation se dégrader, les plus puissants en profitent comme jamais.

Les entreprises du CAC40 ont versé 97,1 milliards d'euros à leurs actionnaires cette année ! C'est l'équivalent de plus d'un mois de salaire pour les 27 millions de salariés français ! En 20 ans, les dividendes ont été multipliés par 4,5 ! C'est là que l'on retrouve la dégradation de nos conditions de vie, de notre système de santé, de l'école publique, du financement de nos retraites... Il faut que ça s'arrête !

Pour l'augmentation des salaires

Tous les salaires doivent augmenter autant que le SMIC et les prix. La CGT revendique une hausse immédiate du SMIC à 2000 € brut, des minima sociaux, du point d'indice de la fonction publique, des retraites et d'obliger les directions d'entreprises à augmenter l'ensemble des salaires, surtout là où les entreprises se font des marges et rémunèrent les actionnaires.

Il faut aussi des mesures concrètes pour améliorer nos conditions de vie, comme le renforcement du service public de l'énergie pour faire baisser immédiatement la facture d'électricité de 20%.

Mais sans pression collective, ni le Gouvernement ni le patronat ne nous feront de « cadeaux ». La CGT appelle toutes et tous à descendre dans la rue le 1er mai à l'occasion de cette journée internationale des travailleuses et des travailleurs.

On s'organise dans les entreprises

Un récent rapport des services statistiques du Ministère du Travail confirme que les salaires sont plus élevés dans les entreprises où il y a des grèves. Or, il est plus difficile de faire des propositions ou se mobiliser lorsqu'il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise. Donc pour améliorer notre situation, nous avons une partie de la solution : organisons-nous avec la CGT !

Le patronat et ses relais politiques l'ont bien compris : ils veulent réduire la syndicalisation pour pouvoir exploiter plus facilement les salariés.

Dans de nombreuses communes, ils tentent de déloger les syndicats des Bourses du Travail pour que les salariés qui veulent s'organiser ne trouvent plus ces structures de proximité pour les aider.

Le 1^{er} mai, journée historique de défense des droits sociaux et des droits syndicaux, exigeons le respect de notre droit à nous syndiquer, à être représentés dans l'entreprise, à faire grève, à manifester librement. Défendons nos unions locales et nos Bourses du Travail !

Pour la Paix !

Le monde est de moins en moins sûr et la guerre se rapproche. Palestine, Ukraine... les conflits militaires se multiplient et engendrent des centaines de milliers de morts civils et militaires. Les grandes puissances se réarment massivement (hausse des budgets militaires de 58 % en 2 ans pour les pays de l'Union Européenne).

En manifestant le 1er mai, comme le font les travailleuses et les travailleurs du monde entier, nous exigeons une paix juste et durable partout où la guerre fait rage.

Alors que la Cour Internationale de Justice dénonce un risque de génocide, nous nous mobilisons pour affirmer que l'occupation israélienne et les massacres dans les territoires palestiniens doivent cesser. Affamer des populations, tuer des civils, raser des villes, abattre des journalistes, tuer des humanitaires, bombarder des hôpitaux, ce n'est en aucun cas de la lutte contre le terrorisme, ou de la défense. Ce sont des crimes ignobles que nous devons dénoncer au nom de notre humanité, comme nous avons dénoncé les attaques du Hamas contre les civils israéliens le 7 octobre 2023. Assez de sang ! Assez de larmes !

**Le 1^{er} mai : salaire, justice, syndicat et Paix !
Ne nous laissons plus faire, manifestons pour mettre
la pression et gagner des avancées !**





Ni les actionnaires, ni les réactionnaires : Un 1^{er} mai pour les travailleurs et travailleuses

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, va se tenir dans un contexte marqué par les guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, les travailleur·euses sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, ce qui aggrave les inégalités sociales, le gouvernement annonce faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Loin de "désmercatiser" le pays, il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées, notamment les plus grosses, sous forme d'exonérations de cotisations sociales : plus les salaires sont bas, plus les aides publiques sont conséquentes, ce qui encourage les directions d'entreprises à maintenir des millions de salarié·es avec des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut à minima indexer les salaires, pensions et le point d'indice sur les prix. Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.

La précarité et la pauvreté gagnent du terrain, en particulier chez les étudiant·es : un·e sur deux travaille pour financer ses études, deux étudiant·es sur trois sautent régulièrement des repas et plus de trois étudiant·es sur dix renoncent à des soins faute d'argent. Un·e sur deux est mal logé·e. Un·e étudiant·e sur 5 ne mange pas à sa faim. Il faut augmenter les minima sociaux, les bourses d'études et réformer en urgence ce système d'aide pour que chacun·e puisse étudier dans des conditions dignes.

Nos organisations appellent à s'opposer aux politiques d'austérité en France comme en Europe. Alors que des profits records sont enregistrés, il faut sortir du choix délétère que l'on nous impose. Pour une Europe sociale et des peuples : ni dépendance à la finance, ni poison de l'extrême-droite, pire ennemi des travailleurs et travailleuses ! Nos organisations militent pour le renforcement de la protection sociale et s'opposent aux projets de contre-réformes qui réduisent les droits et conquies des travailleurs et travailleuses.

Elles dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles, notamment contre les bourses du travail et le droit de manifester, les libertés syndicales mais aussi les entraves à la liberté d'expression, par exemple sous-couvert des lois anti-terroristes.

Le 1^{er} mai doit aussi être le prolongement des mobilisations du 8 mars pour l'égalité réelle alors que les femmes sont moins payées et plus souvent en situation de précarité.

Nos organisations appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant·es et retraité·es, à manifester partout en France le 1^{er} mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.

Notre priorité, c'est vous !